

L'Humanité Rouge



Quotidien des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 La Source

La chute de Podgorny

LUTTE DE CLIQUE AU KREMLIN

La dernière réunion plénière du Comité central du parti social-fasciste de l'Union soviétique aura été marquée par plusieurs évènements

qui méritent attention.

Tout d'abord, cette réunion devait approuver le projet de «nouvelle constitution» de l'URSS, ensuite elle devait aboutir à des changements de personnel au sein de la clique dirigeante, notamment par le limogeage de Podgorny, ex-membre de la «troïka» au sommet du Bureau politique du PCUS.

En fait, il semble bien que la question de la nouvelle Constitution d'une part et les nominations et les limogeages au sein de la clique dirigeante d'autre part, sont étroitement liés. Depuis plus d'une décennie, les dirigeants révisionnistes soviétiques parlent de leur projet de «nouvelle Constitution». La Constitution actuelle toujours officiellement en vigueur, mais qui n'est pas appliquée dans les faits, date de 1936.

Par cette nouvelle Constitution, les dirigeants du Kremlin veulent tout simplement «légaliser» l'évolution de l'Union soviétique ces vingt dernières années, c'est-à-dire consacrer de jure l'instauration du capitalisme et la transformation de l'Etat soviétique de dictature du prolétariat en Etat social-impérialiste.

Cette idée fut déjà lancée par Kroutchtchev en 1959. Brejnev, dès son arrivée au pouvoir en 1964, prenait immédiatement le titre de «président de la commission de révision de la Constitution». Mardi, devant le Comité central révisionniste soviétique, Brejnev devait justifier le nouveau projet par «des profonds changements intervenus en URSS» tant sur le plan intérieur que sur le plan international. Il a ajouté : «Tous ces changements se matérialisent dans le projet de nouvelle Constitution, en prenant en compte tous les nouveaux actes législatifs promulgués ces dernières années et réglant diverses sphères des rapports sociaux en URSS».

(Suite p. 2)

Le 24 mai des millions de travailleurs ont exprimé leur mécontentement

ET MAINTENANT ?

Des millions de travailleurs auront démontré le 24 mai leur mécontentement profond face au plan Barre, aux licenciements, au blocage des salaires. Mais plus d'un travailleur l'aura fait sans illusions sur l'efficacité d'une telle journée, en se demandant à quoi elle aura servi.

Au soir même de ce mardi, on pouvait entendre Barre affirmer que cela «ne troublait pas sa sérénité et ne le ferait pas changer dans sa détermination». Et avant même le 24, dans les milieux gouvernementaux on parlait de «feu d'artifice sans lendemain», tandis que le journal patronal «Les Echos» parlait lui aussi «d'action sans lendemain».

Le moins que l'on puisse dire, c'est que du côté

des exploiters, la journée du 24 n'a pas créé l'affolement. Si ces gens-là peuvent parler ainsi, c'est parce qu'ils n'ignorent pas que pour les directions syndicales, il n'est pas question d'aller plus loin, d'engager une lutte efficace pour faire aboutir les revendications des travailleurs. De ce côté-là, on cherche à présenter le 24 mai comme une journée quasiment historique, la CGT affirme qu'elle «s'inscrit dans les dates



mémorables du mouvement syndical français». Il est vrai que «le Parisien Libéré» n'est pas paru, les jeunes de FO ayant arrêté le travail...

En vérité, pour les directions syndicales, il s'agit de donner l'illusion de la lutte contre le plan Barre. Ils n'ignorent pas le profond mécontentement qui s'est accu-

mulé tout au long de ces derniers mois et toute leur tactique consiste à faire patienter les travailleurs de journée d'action en grève de 24 heures, en faisant miroiter ce qu'ils présentent comme l'issue miracle. Tout ce qui préoccupe ces gens-là, c'est de garder le contrôle de la situation, sans luttes de grande ampleur qui pourraient troubler les scores électoraux, d'éviter à tout prix le développement de luttes indépendantes des travailleurs. Leur préoccupation, ce n'est pas la défense des intérêts des travailleurs mais leur installation qu'ils pensent prochaine au pouvoir.

Pour les travailleurs, face au plan Barre, au chômage, à la vie chère, la seule issue ne peut être que la lutte réelle avec des moyens capables de faire reculer le patronat et le gouvernement, la réalisation de l'unité des ouvriers dans la lutte, la prise en main des luttes par les travailleurs eux-mêmes. Alors, soyez-en sûrs, la sérénité de M. Barre sera troublée.

Les lycéens affrontent le social-fascisme

C'est à 10 H à Rouen, place des Boulingrin que la manifestation était appelée.

Beaucoup de monde sur la place. Des boîtes arrivent en délégation et après le speech des pontes syndicaux, le cortège se forme. Au milieu, les lycéens avec une grande banderole contre la réforme Haby et des mots d'ordre contre l'école capitaliste. Il y avait déjà eu un problème quand l'organisation lycéenne révisionniste l'UNCAL avait tenté de prendre la tête de la manifestation lycéenne. Une voiture haut-parleur suppléait au nombre ridicule de militants (ils étaient 7 ou 8). Les lycéens avaient alors fermement rappelé que d'après les décisions prises précédemment elle devait se mettre derrière. Le cortège s'ébranlait lorsque

venant de derrière, plusieurs dizaines de nervis du service d'ordre de la CGT, recrutés principalement chez les dockers, débordent et empêchent les lycéens d'avancer. Ils laissent passer l'UNCAL et sa voiture qui vont paviser à l'avant de la manifestation et bloquent l'ensemble des lycéens, les rejettent ainsi à la queue de la manifestation qui, elle continue d'avancer. «Foutez le camp», «petits cons, gauchistes», «vous n'avez pas le droit de manifester» entend-on crier ces grands «démocrates» qui arborent presque tous un badge PCF. Chez les lycéens c'est la colère : «salauds, fascistes». Soudain, bousculade : le SO de la CGT arrache la banderole contre la réforme Haby et commence à agresser les jeunes qui sont là. Après

un peu de confusion, ceux-ci se regroupent sur une butte de terre qui domine le boulevard et là c'est à coups de pierre qu'ils se défendent contre les nervis fascistes qui continuent à traîner par terre ceux qu'ils ont attrapés. Un lycéen, couché par terre, est frappé à coups de pieds sur le visage. 250 lycéens, soutenus par quelques marxistes-léninistes présents à cet endroit, crient : «liberté d'expression», «CGT fasciste», «Ni plan Barre, ni Programme commun!».

Dans la manifestation, de nombreuses personnes s'indignent : «Y en a marre de leur voir dicter leur loi» dit quelqu'un en parlant du PCF.

«Ils n'avaient pas le droit de faire cela» dit ailleurs une manifestante. Même au sein du

PCF, on est loin d'être unanime. De nombreuses discussions auront lieu jusqu'à la dispersion de la manifestation deux heures plus tard. A plusieurs reprises, des gens, à l'intérieur de la manifestation, entendent les membres du service d'ordre révisionniste parler de «casser du Mao» à la fin de la manifestation : il n'ont pas pu le faire ; les «maos», comme ils disent, étaient au côté des lycéens et d'autres militants et travailleurs antifascistes.

Dans la journée, on apprendrait que cette agression social-fasciste se soldait par un lourd bilan : un lycéen hospitalisé avec un traumatisme crânien, un autre toujours retenu en observation à l'hôpital, et un militant antifasciste blessé à la bouche.

Un film de lutte contre le racisme

Devant les luttes de plus en plus massives de la classe ouvrière - Français et immigrés unis - contre le chômage, les expulsions et les licenciements, la bourgeoisie orchestre une nouvelle campagne raciste.

Un film vient de sortir qui retrace l'assassinat de Djelili Ben Ali, à la Goutte d'Or (Paris), après la campagne raciste qui a suivi la nationalisation du pétrole algérien.

LES AMBASSADEURS

Un film à aller voir, à soutenir, à faire connaître pour riposter à la campagne raciste de la bourgeoisie.



Courrier des lecteurs

Un lecteur nous rapporte la manière dont sa femme, hospitalisée pour une fausse-couche à la maternité de Besançon, a été traitée. Après avoir attendu 3/4 d'heure alors qu'elle perdait beaucoup de sang, elle a été examinée sans aucun néanagement par un interne...

En conclusion, ma femme, étant élève-infirmière, il n'a rien trouvé de mieux à lui dire que : «Vous autres, les para-médicales, vous n'êtes qu'une bande de douillettes ! Rebelotte l'après-midi. L'interne la réexamine à peu près de la même façon qu'un boucher tripote de la viande. En fin de compte, on découvre un kyste provoqué par la fausse-couche. Alors là, changement d'attitude des toubibs et des sage-femmes ; des sourires, de l'empressement, etc.

La raison en est simple ; chaque fois qu'une femme arrive pour une fausse-couche, elle est traitée de la même façon car supposée s'être trafiquée pour avorter, nous ont dit les élèves-sage-femmes.

De plus, l'interne en question, réputé pour son

comportement odieux envers beaucoup de femmes, est un réactionnaire connu ; ce monsieur appartient à «Laissez-les-vivre», ceci explique cela.

Ce n'est pas tout, la voisine de ma femme, venue pour une fausse-couche de 2 mois de demi, a été renvoyée 4 ou 5 jours après sans qu'on lui ait fait de curetage ; (pour ces messieurs, il faut mieux qu'une femme rejette le fœtus par les voies naturelles plutôt que de lui faire un curetage, quitte après à ce qu'elle risque une hémorragie brutale, quitte à patienter en sachant qu'elle perdra de toute façon le gosse).

Cette jeune dame nous a expliqué la raison de sa fausse-couche. Travaillant dans une pouponnière au Valdahon, à 30 km de Besançon (et payée au lance-pierre !), elle a été obligée de travailler deux fois plus pour pallier le manque de personnel et cela sans qu'on tienne compte du fait qu'elle était enceinte, au contraire même ! Alors après cela, les belles paroles de Mme Veil, on sait à quoi s'en tenir.

Le comité 13e de l'Association des amitiés franco-chinoises présente le film chinois «Rupture», la révolution dans l'enseignement en Chine.

Mercredi 25 mai à 20 h 30
185 rue du Château-des-Rentiers
(Métro Place d'Italie)

Entrée libre

Psychiatrie

Les foyers de post-cure

Les foyers de post-cure sont pour certains internés «le tremplin pour se réinsérer dans la société», c'est ce qu'en dit le corps médical. En fait, voici ce que c'est.

Pour mieux tenir ses locataires, la direction se garde bien de les mettre au courant du règlement du foyer ; ils ont une chambre individuelle, mais celle-ci est régulièrement fouillée. En attendant de trouver un emploi, ils travaillent dans le foyer 4 h 30 par jour, la direction appelle cela «une petite table de travail pour occuper les inactifs qui risqueraient de ressembler dans la maladie». En fait, des accords sont passés avec des entreprises, les patrons fournissent essentiellement un travail de finition, qu'il ne se serait pas rentable de faire faire par les ouvriers de l'usine.

Pour ce travail, les locataires ne touchent pas un

centime ! L'argent part directement dans les caisses du foyer, pour la chambre et le repas.

Des accords sont également signés avec des entreprises, en ce qui concerne l'embauche. Tout ceci constitue une belle garantie pour les patrons ; ils ont une main d'œuvre qu'ils peuvent exploiter et sous-payer en toute sécurité, des ouvriers tenus à la gorge par leur passé psychiatrique.

Car «à la moindre rébellion», c'est le retour à l'hôpital ; pour ceux qui ont conscience de leur exploitation, leur combativité se trouve posée en terme de problèmes individuels (névrose, etc.).

D'ailleurs, la bourgeoisie, face à la montée des luttes de la classe ouvrière a de plus en plus recours à ses théories psychiatriques : se révolter, c'est être un malade mental ! (en France comme en URSS).

A TF1, reportage exclusif sur la Chine

Du 23 au 27 mai 1977, au cours de TF1-actualités, à 13 h, aura lieu la diffusion d'un reportage sur la Chine, intitulé «8 mois après la mort de Mao : la Chine».

TF1 précise : «Une caméra occidentale a pu filmer en toute liberté la vie quotidienne en Chine».



le monde en marche

Le Parti communiste d'Indonésie dénonce les trahisons soviétiques

Jusuf Adjitorop, secrétaire du Comité central du Parti communiste d'Indonésie, à la tête d'une délégation du Comité central de son parti, séjourne actuellement en Chine.

La délégation du parti frère indonésien a été reçue et fêtée par le président Houa Kouo-feng, qui a souligné l'amitié fraternelle et révolutionnaire existant entre les deux partis.

Le No 19 de «Pékin Information» reproduit un article du camarade Jusuf

Adjitorop dénonçant les tentatives des révisionnistes soviétiques pour détruire le glorieux PKI et la révolution indonésienne en usurpant le nom de «Comité central du PKI».

L'article révèle que une poignée de révisionnistes indonésiens a publié à Moscou, à la fin de l'année 76, un document signé du nom de «Comité central du PKI» qui contrecarre et désavoue l'exemplaire «autocritique» publiée par le PKI à la suite du coup d'État sanglant de Suharto qui fit périr des

centaines de milliers de communistes. Le contenu de ce document n'est rien d'autre que la ligne opportuniste et révisionniste de la «voie pacifique» qui a coûté si cher au PKI et à la révolution indonésienne.

L'article ajoute que les révisionnistes soviétiques «ont intensifié leur collaboration avec les réactionnaires indonésiens pour poursuivre leur politique anti-populaire, anti-PKI et antichinoise... Les crimes que les révisionnistes soviétiques et leurs valets ont commis

contre le PKI et la révolution indonésienne ne seront jamais pardonnés.

Traîtres au PKI et à la révolution indonésienne, ils sont répudiés par les communistes et le peuple révolutionnaire d'Indonésie et condamnés par les marxistes-léninistes et les révolutionnaires du monde.

«Notre Parti a tiré cette conclusion que le révisionnisme moderne, le plus grand danger dans le mouvement communiste international, est aussi le plus grand danger pour le PKI».

• Norvège

Manifestation contre les 2 super-puissances

A l'occasion de la journée de la constitution norvégienne, des rassemblements et manifestations ont eu lieu à Oslo, Bergen, Trondheim et dans d'autres villes du pays, contre l'hégémonie des deux superpuissances.

A Oslo, plus de 2 000 habitants sont descendus dans la rue, portant des drapeaux rouges, des banderoles et des pancartes, ils scandaient : «Défendons les droits souverains de la Norvège et combattons les deux superpuissances, URSS et USA ! «Svalbard, territoire norvégien, refus de la pression soviétique !», «Opposition à la diplomatie des missiles soviétiques dans la mer de Barents !» et «Soutien aux mouvements de libération nationale !».

Le même jour, le Parti communiste des ouvriers (ml) de Norvège a organisé des activités dans diverses localités du pays.

A Oslo, ses membres ont déposé une couronne devant la tombe des martyrs qui avaient donné leur vie dans la guerre antifasciste. Le président du Parti, Pål Steigan, a prononcé une allocution devant la tombe.

• Afrique australe

Les racistes rhodésiens et sud-africains condamnés à la conférence de Maputo

La «Conférence internationale pour le soutien aux peuples du Zimbabwe (Rhodésie) et de la Namibie (Sud-Ouest africain) a fait de Maputo, capitale du Mozambique, le point de mire de l'actualité internationale.

C'est en effet la première fois dans l'histoire de l'ONU que se réunissait une pareille conférence qui rassemblait les délégations de 87 pays membres et les représentants des mouvements de libération de ces deux pays dominés par le régime raciste sud-africain.

L'ouverture de la conférence a correspondu avec une aggravation de la tension en Afrique australe : ce jour même, la Zambie se reconnaissait officiellement en «état de guerre» avec le régime raciste de Jan Smith qui multiplie les provocations armées sur son territoire au nom d'un prétendu «droit de poursuite» contre les patriotes zimbabwés.

Le Botswana proclamait le même jour des accusations identiques contre la Rhodésie.

D'emblée, la Conférence s'est placée sur le terrain de l'aide aux peuples africains en lutte pour leur libéra-

tion. Le secrétaire général des Nations Unies, Kurt Waldheim précisait lui-même les deux objectifs de cette rencontre :

- mobiliser un soutien mondial pour les deux peuples qui veulent obtenir leur indépendance et leur autodétermination ;
- formuler un programme d'action concret pour les aider à atteindre cet objectif.

L'un des deux dirigeants du «Front patriotique» zimbabwés, Robert Mugabe a vigoureusement condamné le Grande-Bretagne, responsable légalement de la situation qui prévaut au Zimbabwe, pour «ses hésitations et son indécision» dans les tentatives de règlement du conflit et les pays occidentaux, au premier rang desquels on trouve la France, qui violent les sanctions de l'ONU contre la Rhodésie raciste.

A l'issue de ses travaux, la conférence de Maputo a adopté une déclaration publique et un programme d'action appelant à un renforcement substantiel des sanctions des Nations Unies contre la Rhodésie et à un embargo sur les ventes d'ar-

mes à destination de l'Afrique du Sud ainsi qu'à un arrêt de toute forme de coopération nucléaire avec ce pays.

Les 5 pays occidentaux membres du Conseil de sécurité (USA, Grande-Bretagne, Canada, France, RFA) ont toutefois émis un certain nombre de «réserves» sur la déclaration commune, en dépit des concessions accordées par les gouvernements africains soulignant «certains aspects positifs» dans les négociations entamées par les 5 avec Vorster, en vue de l'accès à l'indépendance des deux pays et de la mise en place de gouvernements majoritaires africains.

Voilà qui laisse amplement douter de leur volonté d'appliquer réellement les principes auxquels ils ont été contraints d'adhérer : hommage à la lutte armée des patriotes zimbabwés et namibiens (qui remporte des succès toujours plus grands) ; reconnaissance de la seule Swapo comme mouvement de libération de la Namibie ; affirmation que des élections libres doivent être organisées sous le contrôle de l'ONU.

(suite de la page une)

Et, c'est bien sur ce changement au niveau constitutionnel, qui met noir sur blanc, la transformation de l'Union soviétique, que les contradictions au sein de la clique dirigeante se sont renforcées jusqu'à la dernière réunion du Comité central révisionniste soviétique. Car le fait de vouloir établir une constitution qui parvienne à cacher derrière une façade de socialisme tout son contenu social-fasciste et social-impérialiste représente en soi une contradiction insurmontable. Selon Brej-

nev, cette nouvelle Constitution devrait «préciser les caractéristiques fondamentales» d'une «société socialiste développée».

Or, quelles sont les caractéristiques et les critères de cette fameuse société ? A partir de là divergent les interprétations des différents chefs de file du Kremlin. En réalité, une lutte intestine s'était développée au sein du groupe dirigeant, une lutte pour le pouvoir.

La chute de Podgorny est le résultat de cette lutte pour le pouvoir autour de cette nouvelle Constitution.

La chute de Podgorny

Lutte de clique au Kremlin



**COMITE DE COORDINATION
DES FOYERS SONACOTRA EN GREVE**



**Exposition
de
PHOTOS et GRAVURES
sur la
LUTTE DES FOYERS
SONACOTRA**

Du 25 mai au 10 juin
Du lundi au vendredi de 14h à 20h.
Samedi de 10h à 20h. Dimanche de 10h à 18h.
68, rue de Belleville - Paris 20°
(Métro Pyrénées)

**A Cholet,
pas de
sport
pour les
chômeurs !**



La ville, par l'intermédiaire de l'OMS (office municipal des sports) organise tous les ans une coupe inter entreprises. Toutes les entreprises peuvent être représentées dans ce tournoi.

Cette année, un groupe de chômeurs a décidé de s'inscrire dans ce tournoi. Cette équipe pensait que la ville, consciente du grave problème qu'est le chômage accepterait favorablement cette inscription, car enfin, l'ASSEDIC et l'Agence de l'emploi sont en passe de devenir une des plus grandes entreprises de Cholet.

Des représentants de l'équipe sont allés à la première réunion. Cette réunion avait pour but de fixer le règlement.

Les chômeurs venus représenter leur équipe se sont vu prendre à partie par le président de la séance, un certain Edard représentant de chez Michelin et organisateur de la coupe, qui leur dit :

«qu'être chômeur, c'était regrettable, mais qu'enfin ce n'était pas une profession, c'était un état de fait (!)»

«que vu cela, il était aberrant de leur part de vouloir prétendre jouer (!)»

«que leur erreur, de toute façon, c'était d'avoir mentionné leur appartenance à la CFDT (!)»

«mais enfin, conscient du problème du chômage, il leur donnait la possibilité de jouer dans leurs anciennes entreprises (!)»

«que le problème étant réglé, ils n'avaient plus rien à faire ici (!)»

**POUR QUI LES
PREND ON**

Pourquoi iraient-ils jouer sous la bannière

qui les ont viré comme des

malpropres il y a quelque temps ? De plus, bon nombre de ces entreprises ont disparu.

Ne voulant pas rester devant cette fin de non-recevoir, le comité de chômeurs a multiplié les défilés.

Après une mobilisation du comité de chômeurs, rendez-vous est pris avec l'office municipal des sports qui fait momentanément machine arrière. Vendredi 29 avril, l'équipe sportive de chômeurs est allée à cette réunion. Une secrétaire leur dit que Edard et Langlois étaient venus à 9 H, qu'ils avaient attendu un quart d'heure, mais que ne les voyant pas, ils étaient repartis !...

Pour une réunion prévue à 10 H, arriver à 9 H, c'est bizarre !... Immédiatement, ils prirent contact par téléphone avec Langlois. Mais grosse déception : ils ne pouvaient prétendre jouer dans cette coupe, car ils n'étaient pas un organisme à statut corporatif ; le foyer de jeunes travailleurs ne remplissait pas non plus les conditions nécessaires ; après vote à bulletin secret, le bureau de l'OMS décidait l'exclusion des chômeurs et l'expulsion du foyer des jeunes travailleurs, leur décision étant irrévocable, ils n'avaient plus rien à dire ni à faire...

Ils pouvaient quand même s'interroger sur cette décision :

« Pourquoi dans une société dite «libérale avancée» refuse-t-on le droit à des chômeurs, déjà brimés par leur manque de travail, de jouer au ballon avec des travailleurs ?

DE QUOI A-T-ON PEUR ?

Un tract a été distribué à la porte des entreprises de la ville afin d'informer les travailleurs.

Une chômeuse du comité

**Vu et entendu à
la manifestation parisienne**

La manifestation qui s'est déroulée mardi à Paris, de la Bastille à la gare de l'Est, était ouverte par Séguy et Maire, puis par les chefs des partis de gauche, au milieu desquels paraissait Marchais. A coup sûr, ce ne fut pas le moment le plus enthousiasmant de la journée que de voir ces personnalités, passer silencieuses, fières et droites, avec un sourire très «public-relations».

Aucun enthousiasme non

action, pouvoir aux travailleurs !» — «Aujourd'hui dans la rue, demain la lutte continue», étaient pour la plupart des sections CFDT. Ces mots d'ordre étaient parmi les plus repris, les plus massifs.

Par contre, les mots d'ordre lancés par les puissantes sonos des pontes CGT étaient peu repris. Il faut dire qu'outre l'éternel «Union-Action-Programme commun», la majorité de ces slogans étaient du genre :

**Exploitées à l'usine,
exploitées à la cuisine !**



C'était là l'un des mots d'ordre lancé par des groupes de femmes dans la manifestation. Groupes très combattifs, très enthousiastes et qui déclenchaient les applaudissements sur leur passage.

Les directions syndicales ne prennent en fait pas en compte la double exploitation et les problèmes spécifiques qui se posent à elles. Rares étaient les mots d'ordre lancés sur ce thème par les dirigeants syndicaux qui tenaient les micros.

Notons que les groupes autonomes femmes lançaient des mots d'ordre d'unité Français-immigrés, comme par exemple : «Avortement, contraception, libres et gratuits, pour les mineures et les pour les immigrées».

plus parmi les élus de «gauche», entourés de «leurs» employés municipaux qui montraient par leur silence que Monsieur le maire les avait pratiquement obligés à venir. De ce fait, il n'y avait dans cette partie du cortège que deux banderoles portant des revendications. Quelle liberté d'expression dans les mairies de «gauche» !

Les groupes les plus combattifs, ceux qui lançaient des mots d'ordre comme «N'attendons pas 78, c'est aujourd'hui qu'il faut lutter !» — «Union,

«Barre 1, Barre 2, barre-toi !», ou «Babar, y en a marre»... ce qui peut au maximum prêter à sourire, mais n'ouvre, c'est clair, aucune perspective aux travailleurs.

C'était d'ailleurs là un phénomène général. Si de ci de là, certains groupes, CFDT notamment, lançaient : «Grève illimitée jusqu'à la victoire», rien de bien précis ne venait concrétiser cette volonté de lutte contre le plan Barre. Les seules «perspectives» qu'ouvrent les directions syndicales CGT, CFDT, etc.,

**• Calais
Nouvelle agression des
révisionnistes contre
les travailleurs**

Mardi 24 mai, de très nombreux travailleurs sont venus à l'appel de leurs organisations syndicales manifester dans les rues de la ville. Un certain nombre de militants CFDT s'étaient regroupés autour de 2 bannières, une consacrée à la lutte contre la centrale atomique de Gravelines, près de Dunkerque, l'autre consacrée à l'emploi des femmes.

Reconnaissant parmi ces militants des personnes appartenant au comité anti-pollution (CAP), ceci bien que le sigle ne figure pas, les révisionnistes de la CGT ont tenté de les exclure.

La CFDT est alors intervenue et a obtenu leur participation en fin de cor-

tège. Mais, au cours du défilé, les révisionnistes avec leur service d'ordre musclé ont tenté d'isoler complètement les manifestants que d'autres militants CFDT venaient de rejoindre, les voyant en difficulté.

Se voyant débordés, les révisionnistes ont alors agressé les militants, les injuriant, les frappant et essayant de déchirer leurs banderoles.

Devant cette agression fasciste, de nombreuses personnes, y compris des militants de base CGT, ont été indignés et plusieurs d'entre elles ont même déchiré leurs cartes d'adhésions.

Un lecteur de Calais

nouvelles intérieures



Quelques groupes de travailleurs lèvent le poing : «Dans les usines, dans les écoles, n'attendons pas 78, frappons plus fort qu'en 68, c'est aujourd'hui qu'il faut lutter». (Photo HR)

c'est le Programme commun ou l'autogestion. Il apparaît clairement que ces perspectives sont pour le moins floues aux yeux des travailleurs.

S'il y avait plusieurs dizaines de milliers de personnes, il y avait par contre proportionnellement peu d'ouvriers d'usine : quelques dizaines de chez Renault par exemple, dont on sait pourtant l'importance. Très peu aussi de travailleurs en grève étaient présents. Dans le même ordre d'idées, signons que les éboueurs parisiens, qui ont mené récemment une grève dure et longue, qui s'est terminée par une demi-victoire, étaient peu nombreux, une trentaine. Peu nombreux aussi, les postiers, y compris ceux qui viennent de faire grève au Landy.

Ces faits et bien d'autres encore prouvent que les travailleurs refusent de plus en plus ce genre de manifestation sans lendemain. Si d'une part, le fait de se

rassembler à plusieurs dizaines de milliers permet de rappeler la force de la classe ouvrière, d'autre part, pour les directions syndicales, il s'agit bel et bien de calmer un peu la base et de faire passer les objectifs du Programme commun ou de l'autogestion.

Et si quelques groupes de manifestants ont réussi à briser ce carcan et à scander en masse d'authentiques mots d'ordre révolutionnaires, il reste une question : et demain ? Maire avait dit à la presse lundi : «Notre objectif, c'est de faire reculer le plan Barre». Alors jugeons-en : quel est en ce sens le bilan de la grève du 24 ?

Notons enfin, et ce n'est pas un détail, que les dirigeants syndicaux n'ont pas lancé de mots d'ordre sur l'unité Français-immigrés, par contre la CFDT-Métallurgie l'a fait. Or, nos frères immigrés sont bien les premiers à être visés par le plan Barre bis.

**La police, un pilier de
l'appareil d'Etat**

Différents syndicats de la police étaient présents dans la manifestation.

De quoi s'agit-il ? Les policiers qui manifestent «contre le plan Barre» revendiquent de «meilleures conditions de travail» ils dénoncent le «manque d'effectifs», etc. Ces revendications placent-elles les policiers du côté des travailleurs ? Non. Elles exigent que l'on renforce la police capitaliste, partie de l'appareil d'Etat, organe de répression des luttes ouvrières et populaires.

Il est évident que dans une situation de révolution prolétarienne, des policiers quitteront la police, mettront «crosse en l'air» et rejoindront le prolétariat. Mais ce sera pour détruire la police bourgeoise et l'Etat bourgeois tout entier.

Aujourd'hui, tel n'est pas le cas, au contraire. Voilà pourquoi les marxistes-léninistes soutiennent les travailleurs, Français et immigrés qui ont scandé : «A bas la police du capital !» et ont sifflé ces «manifestants».

• Rouen

Manifestation antifasciste

Samedi prochain a lieu à Rouen un meeting national regroupant la plupart des organisations fascistes françaises (PFN, Action française etc.). Au cours de ce meeting qui se veut le «début de la création d'une nouvelle droite» seront projetés des films à la gloire du régime raciste de Vorster en Afrique du sud et du régime fasciste sud-coréen, ainsi qu'un film sur les pseudo «maquis» du Cambodge. Une exposition sur le Chili est également prévue. Face

à ce déploiement nazi, face à la complicité de la bourgeoisie de droite comme de «gauche», face aux manoeuvres trotskistes pour empêcher toute mobilisation réelle, les marxistes-léninistes de «l'Humanité Rouge» et du PCR (ml) ainsi que quelques organisations antifascistes appellent à une MANIFESTATION POUR L'INTERDICTION DU MEETING FASCISTE A ROUEN. SAMEDI 8 JUIN 14 H CLOS-ST-MARC.

